

Elevages  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 16/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SCEA DAVID**

LA VILLE BERTHO  
22150 Plouguenast-Langast

Code AIOT : 0052204162

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement SCEA DAVID implanté LA VILLE BERTHO 22150 Plouguenast-Langast. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA DAVID
- LA VILLE BERTHO 22150 Plouguenast-Langast
- Code AIOT : 0052204162
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Il s'agit d'une exploitation porcine soumise au régime IED:  
-11 000 porcelets par an;  
- 6 394 porcs charcutiers par an.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Planifiée conditionnalité des aides

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Respect des effectifs	Arrêté Préfectoral du 30/03/2011, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	animaux ou de la production d'azote du dossier			
2	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation /enregistrement	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Calcul du 170 kg/SAU	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
8	Respect de l'équilibre de la fertilisation azotée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
12	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41	Demande d'action corrective	1 mois
13	Respect des modalités de traitement.	Arrêté Préfectoral du 30/03/2011, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	Unité traitement effluent.	Arrêté Préfectoral du 30/03/2011, article 3.8.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Couverture végétale des sols	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II	Sans objet
5	Gestion adaptée des terres (bandes enherbées, retournement de prairies)	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 5.2	Sans objet
7	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	Sans objet
9	Période d'épandage	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 2	Sans objet
10	Distance	Arrêté Ministériel du 27/12/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'épandage vis à vis des points d'eau	article 27-3-c	
11	Tenue du cahier d'épandage ( zones vulnérables)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection s'inscrit dans le cadre de contrôle de conditionalité aux aides de la PAC.  
L'inspection a permis de constater un dépassement de fertilisation des îlots concernés par la culture de blé d'hiver.  
Un dépassement de la production des effectifs a été mis en exergue également.  
Une information au procureur de la République va être transmise.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2011, article 2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  RESPECT EFFECTIFS
<b>Constats :</b>  Non conforme. La production constatée est au-dessus de l'autorisation. La consultation de la déclaration des flux d'azote annonce une production de 7175 porcs charcutiers pour une autorisation de 6394 porcs annuels. L'exploitant a reconnu le dépassement. Ce dépassement s'élève de fait à une augmentation de 12 % par rapport à l'autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 2 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation/enregistrement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation/d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
<b>Constats :</b>

<p>Non conforme.</p> <p>Aux dires de l'exploitant, il procède à l'intégration de lisier provenant de LA SCEA FONTAINE dans sa station de traitement. Cette pratique n'a pas été autorisée. Une demande a été effectuée dans ce sens mais le dossier a été jugé irrecevable pour notamment insuffisance de démonstration probante d'un dimensionnement suffisant.</p> <p>Comme déjà évoqué dans la thématique encadrant les données produites dans la DFA, ce lisier est qualifié d'épandu au travers de cette même DFA et la quantité d'azote entrant dans la station semble pourtant intégré de même lisier.</p> <p>Quelle que soit la réalité des pratiques, il y en a une qui n'est pas autorisée et l'autre (si le lisier est épandu) fait état d'un manque d'azote dans les cahiers de fertilisation. L'inspection rappelle qu'il a été constaté une surfertilisation sur 2 îlots.</p> <p>L'exploitant doit justifier de la réalité des pratiques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 3 : Calcul du 170 kg/SAU

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Directive Nitrates du 31/12/1991 : ANNEXEIII : Ces mesures assurent que, pour chaque exploitation ou élevage, la quantité d'effluents d'élevage épandue annuellement, y compris par les animaux eux-mêmes, ne dépasse pas une quantité donnée par hectare. Cette quantité donnée par hectare correspond à la quantité d'effluents contenant 170 kilogrammes d'azote.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le calcul encadrant cette thématique est, de fait, difficile à appréhender car l'inspection ne connaît pas où se trouve ventilée la quantité d'azote provenant notamment de la SCEA FONTAINE. On rappelle que les entrées et les sorties de la station se trouvant dans les 2 DFA's produites corrélées avec le bilan matière de la station DENITRAL entraîne des incohérences.</p> <p>L'exploitant doit transmettre des justificatifs sur le devenir de l'azote.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 4 : Couverture végétale des sols

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les îlots culturels en ZV doivent présenter une couverture végétale pour limiter les fuites d'azote au cours des périodes pluvieuses conforme aux prescriptions du programme d'actions en vigueur, c'est-à-dire les prescriptions relatives à la couverture des sols fixées par l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié et par l'arrêté préfectoral régional relatif au programme d'actions régional.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 5 : Gestion adaptée des terres (bandes enherbées, retournement de prairies)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse
<b>Prescription contrôlée :</b>  PAR 7 Art 3.3 : L'implantation ou le maintien d'une bande enherbée ou boisée d'une largeur minimale de 5 mètres est obligatoire en bordure de la totalité des cours d'eau permanents ou intermittents, référencés dans les inventaires départementaux partagés et validés, mis en ligne sur les sites internet des services de l'État. Des dispositions particulières sont fixées dans les zones d'actions renforcées selon l'article 71 qui indique : Dans les bassins versants ou communes en zone d'actions renforcées, l'enherbement existant des berges de cours d'eau, permanents ou intermittents, visés à l'article 3.3, doit être maintenu sur une bande de 10 mètres.
<b>Constats :</b>  Conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Déclaration annuelle des flux d'azote**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse
<b>Prescription contrôlée :</b>  PAR 7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.
<b>Constats :</b>  Déclaration effectuée mais incohérence des données transmises. <b><u>Éléments constitutifs de la DFA :</u></b>  LA DFA a bien été effectuée. Cependant un certains nombres d'éléments contradictoires sont à souligner. Il y a lieu de noter que 2 DFAs ont été produites. Celle qui concerne la déclaration qui doit être effectuée tous les ans et une « modificative » qui fait état de changement en matière d'azote entrant dans la station de traitement. Bien que cette dernière DFA ne saurait être prise en compte pour la description des flux d'azote, l'inspection a considéré le document dans une optique de compréhension.  <b><u>-Première DFA :</u></b> En premier lieu il y a lieu de préciser que la SCEA DAVID et la SCEA FONTAINE sont gérées par le même exploitant i.e. M. DAVID. Cette première déclaration fait état d'une quantité d'azote issue de l'élevage qui s'élève à 29 810 uN en entrée de station pour une production totale de 31 670 uN. Abattement de 74,64 %. Le

reste du lisier non-traité/brut étant destiné à l'épandage soit  $31\,670 - 29\,810 + 637$  (N non abattu et non exporté) =  $2\,497$  uN.

Ces données sont relativement cohérentes avec l'autorisation actuelle de 2011 sauf pour l'abattement qui est inférieur à celui annoncé dans le bilan matière.

La DFA fait état également d'une importation de la SCEA FONTAINE d'une valeur de  $2250$  uN destinés à l'épandage.

Ce qui de fait, entraîne  $2\,497 + 2\,250 = 4\,747$  uN à épandre. Entraînant, au vu de la SAU ( $28,03$ ) un rapport de  $4747:28,03 = 169$  uN/ha comme annoncé dans la DFA.

On constate un rapprochement de la limite des  $170$  et surtout nous nous trouvons dans une situation qui n'est pas conforme à l'actuelle autorisation car une telle quantité n'était pas destinée à l'épandage. Le dossier inhérent à l'autorisation de 2011 annonçait une quantité de  $2036$  uN destiné à l'épandage pour une pression environ de  $83$  uN/ha pour une SAU de  $24,4$  ha alors.

#### - Deuxième DFA :

La deuxième DFA « modificative » fait état de certaines précisions. Notamment à l'entrée de la station de traitement.

Ainsi, il est indiqué une quantité de  $32\,345$  uN en entrée de la station pour une même production totale de  $31\,670$  uN. Cette déclaration fait état de l'entrée en station des effluents de la SCEA FONTAINE ( $2250$  uN). Cette pratique n'est pas autorisée. Une demande allant dans ce sens a été effectuée en 2016 et a été jugée irrecevable pour notamment insuffisance de démonstration probante d'un dimensionnement suffisant.

Par ailleurs, il y a lieu de préciser que cette déclaration fait état de l'épandage desdits effluents de la SCEA FONTAINE et non de leur traitement via la station.

On notera également que ce changement en entrée de station n'affecte ni la quantité d'azote restant après traitement ni la quantité sous forme d'un produit homologué ou normé qui restent constantes pour les deux DFA.

En outre, la consultation du bilan de la station transmise par la société Denitral en charge du suivi fait état pour la période 01/09/2023 au 31/08/2024 :

- d'une quantité de  $20\,287$  uN éliminée. Les deux DFA évoquées supra font respectivement état de  $22\,249$  uN et  $24\,784$  uN. On constate de fait des écarts indiquant une perte du flux d'azote. Une quantité qui, de fait devrait être ventilée dans le cahier d'épandage.

Quantité d'azote à épandre calculée avec la première DFA =  $4\,747$  uN. Quantité d'azote dans le cahier d'épandage produit par l'exploitant :  $2\,212$  uN.

Soit  $2\,535$  uN en plus à ventiler pour une concentration potentielle en SAU de  $28,03$  à  $90$  uN/ha.

- d'une quantité exportée de  $6330$  uN contre  $6924$  dans les DFA (identiques pour les deux comme déjà évoqué).

L'exploitant doit produire un argumentaire du devenir de l'azote et de ses flux associés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 4 mois

#### **N° 7 : Collecte des effluents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I

**Thème(s) :** Élevage, Pollution accidentelle/DN

#### **Prescription contrôlée :**

Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduelles ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

#### **Constats :**

Le contrôle visuel des réseaux n'a pas permis de mettre en évidence des dysfonctionnements.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Respect de l'équilibre de la fertilisation azotée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN
<b>Prescription contrôlée :</b>  En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée.
<b>Constats :</b>  Non conforme. L'analyse des cahiers de fertilisation a permis de constater un dosage trop élevé d'alimentation en azote en culture blé d'hiver (îlots n°2 et 6). Ce dépassement s'élève respectivement pour les îlots 2 et 6 à 51 uN/ha et 49 uN/ha.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

**N° 9 : Période d'épandage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le calendrier d'interdiction d'épandage par culture principale est le suivant : - Cultures dérobées pour effluent Type I : du 01/09 au 31/01* - Cultures dérobées et prairies de moins de six mois implantées en fin d'été ou à l'automne pour effluent Type II : du 01/09 au 31/01 - maïs pour effluent Type I : du 01/05 au 15 janvier inclus, et effluent Type II du 01/07 au 15/03 inclus - prairies implantées depuis plus de six mois (dont prairies permanentes, luzerne) pour effluent Type III du 01/09 au 31/01 - autres cultures (cultures pérennes, vergers, vignes, cultures légumières, et cultures porte-graines) pour effluent Type I du 16/11 au 15/01 inclus et effluent Type II du 01/10 au 15/01 inclus * excepté pour les effluents peu chargés issus d'un traitement d'effluents bruts (contenant moins de 0,5 kg d'azote par m3) dont l'épandage est autorisé dans la limite de 20 kg d'azote efficace /ha
<b>Constats :</b>  Conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Distance d'épandage vis à vis des points d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-3-c
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement est interdit à moins de : - 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines «



<p>ou des particuliers. Cette distance est réduite à 35 mètres lorsque ces prélèvements sont réalisés » en eaux souterraines (puits, forages et sources) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées, sauf pour les composts élaborés conformément à l'article 29 qui peuvent être épandus jusqu'à 50 mètres ;</li> <li>- 500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</li> <li>- 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande végétalisée de 10 mètres ne recevant aucun intrant, à l'exception de ceux épandus par les animaux eux-mêmes, est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau. Dans le cas des cours d'eau alimentant une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel, la distance est portée à 50 mètres des berges du cours d'eau sur un linéaire d'un kilomètre le long des cours d'eau en amont de la pisciculture.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Tenue du cahier d'épandage ( zones vulnérables)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les superficies effectivement épandues ;</li> <li>3. Les dates d'épandage ;</li> <li>4. La nature des cultures ;</li> <li>5. Les rendements des cultures ;</li> <li>6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;</li> <li>7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;</li> <li>8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).</li> </ol>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Mise en œuvre des MTD**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, DOSSIER</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin-top: 10px;"> <p>L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles. Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document</p> </div>

prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission. L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.

**Constats :**

Une MED concernant la couverture de la fosse est en cours.

L'inspection a permis de constater que la fosse est couverte dans sa quasi totalité. Cependant, la partie latérale où se trouve le système de pompage est à l'air libre. Ainsi, il se dégage une odeur relativement prégnante d'ammoniac. L'exploitant a pris en compte la demande de l'inspection visant à mettre en place un système de « scratch » économiquement viable afin de rendre optimale la fonction de la couverture de ladite fosse.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 13 : Respect des modalités de traitement.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/03/2011, article 3

**Thème(s) :** Élevage, Unité traitement effluent.

**Prescription contrôlée :**

3.2 - Aux fins de contrôles, seront placés :

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lixivier brut entrant dans l'unité de traitement ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des co-produits organiques produits ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;
- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

**Constats :**

L'exploitant doit apporter l'explication de la totale indépendance de la mesure de la consommation électrique de sa station. L'exploitant ayant indiqué qu'il n'existait qu'un seul compteur électrique.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 14 : Unité traitement effluent.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/03/2011, article 3.8.1

**Thème(s) :** Élevage, Unité traitement effluent.

**Prescription contrôlée :**

**Autosurveillance : bilan matière 3.8.1.**

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :</li> <li>- bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits,</li> <li>- une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;</li> <li>- une analyse des co-produits organiques (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;</li> <li>- <u>une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.</u> Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.</li> </ul> <p><b>3.8.2.</b> - Au terme de cette année de "mise en charge", le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement. Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : <u>les analyses et les envois aux organismes précités sont effectués deux fois par an</u> (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés. Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de "mise en charge" est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant devra produire une analyse des effluents peu chargés afin de s'enquérir de la teneur annoncée dans son dossier. On rappelle qu'une surfertilisation a été constatée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>